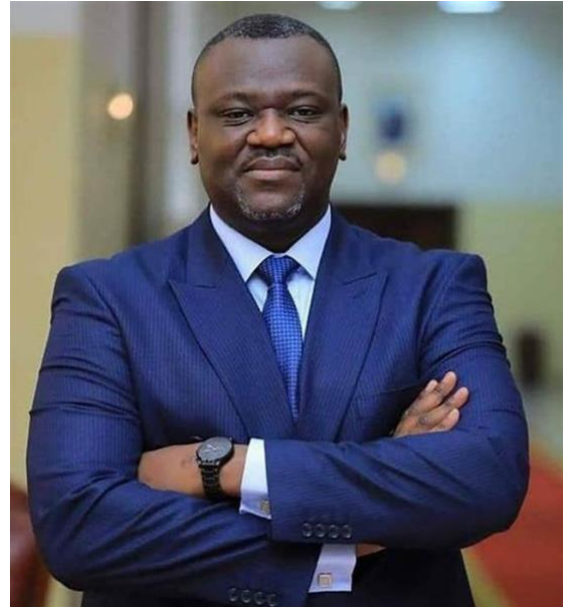


La République Démocratique du Congo amorce la reprise *structurée de ses flux économiques*



Augustin Kibassa Maliba MINISTRE DE
L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE · RDC

Sous la vision du Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, le Ministère de l'Économie Numérique engage la structuration progressive de l'écosystème numérique national — posant les fondations d'une gouvernance économique moderne, cohérente et souveraine, au bénéfice de chaque Congolais

DIAGNOSTIC DE DEPART · POURQUOI AGIR MAINTENANT

Aujourd'hui, la RDC opère avec des systèmes fragmentés. Les fonctions critiques de l'État — collecte des recettes, coordination des institutions, analyse économique, remontée des besoins citoyens — restent déconnectées les unes des autres. Cette fragmentation a un coût réel, quotidien, et mesurable.

PROBLEME I

Des milliards de dollars circulent chaque année hors du regard de l'État — non tracés, non taxés. Les régies financières ne voient qu'une fraction de l'activité réelle.

PROBLEME II

DGI, DGDA, DGRAD, BCC travaillent chacune dans leur silo, sans partage de données. Résultat : des décisions prises sur des informations incomplètes.

PROBLEME III

Sans données consolidées, l'État ne peut pas anticiper les chocs économiques, mesurer l'impact de ses politiques, ni orienter ses investissements avec précision.

PROBLEME IV

Les besoins des 26 provinces ne remontent pas de façon structurée. Les politiques nationales sont conçues sans vision réelle de ce qui se passe sur le terrain.

→ CE QUE CELA PRODUIT

Des **décisions retardées** car l'information arrive trop tard ou de façon incomplète. Un **contrôle réduit** sur les dynamiques économiques réelles. Un **impact limité** des politiques publiques, même bien conçues. C'est ce vide structurel que le Ministère de l'Économie Numérique, sous

la vision du Président de la République, est mandaté pour combler — de façon méthodique, progressive et durable.

30M UTILISATEURS <i>Mo</i> <i>bille Money actifs en RDC</i>	100Md\$ TRANSACTIONS <i>Flux numériques annuels</i>	26 PROVINCES <i>Un pays-continent à connecter</i>	2035 HORIZON <i>H</i> <i>ub numérique d'Afrique centrale</i>
---	---	---	--

SECTION I — CE QU'EST VRAIMENT L'ECONOMIE NUMERIQUE

Comprendre avant d'agir

Avant de mesurer l'ampleur du chantier engagé, il faut dissiper un malentendu courant : l'économie numérique ne se résume pas aux smartphones, aux applications ou aux réseaux sociaux. Sa dimension stratégique est bien plus profonde — et c'est celle-là que le Président de la République a décidé de saisir.

CE QUE L'ECONOMIE NUMERIQUE SIGNIFIE VRAIMENT

Dans sa définition la plus stratégique, l'économie numérique désigne la capacité d'un État à voir, mesurer et piloter son activité économique à l'aide des technologies digitales. C'est l'ensemble des systèmes qui permettent à un gouvernement de savoir ce qui circule dans son économie, entre quels acteurs, sous quelle forme — et donc de décider avec des faits plutôt qu'avec des approximations.

Pour la RDC, pays-continent de plus de 100 millions d'habitants, riche de ressources naturelles parmi les plus importantes au monde, cette capacité de vision est longtemps restée hors de portée. Des milliards de dollars circulent chaque année dans des circuits que l'État ne voit pas entièrement, ne mesure pas précisément, ne régule pas efficacement.

Ce n'est pas un problème technologique. C'est un problème de gouvernance de l'information économique. Et c'est ce problème précis que la vision du Président de la République a décidé de résoudre.

« Un État qui ne voit pas son économie ne peut pas la gouverner. Et un État qui ne gouverne pas son économie ne peut pas servir son peuple ». — VISION DU PRÉSIDENT FELIX-ANTOINE TSHISEKEDI TSHILOMBO

LE PARADOXE CONGOLAIS — UN PEUPLE EN AVANCE SUR SON ÉTAT

Voici la réalité la plus frappante de la RDC contemporaine : ce pays est l'un des espaces économiques les plus **spontanément numérisés** d'Afrique centrale — et pourtant, l'État ne dispose pas encore des outils pour gouverner cette réalité.

Trente millions de Congolais font confiance à leur téléphone pour gérer leur argent. Des commerçants de Butembo règlent leurs fournisseurs de Goma sans toucher un billet. Des agriculteurs du Kwilu reçoivent le paiement de leur récolte en quelques secondes. Des millions de transactions relient chaque jour toutes les provinces — **sans que l'État en ait une vision consolidée.**

Le peuple congolais a déjà fait sa révolution numérique, seul, mu par son ingéniosité. Ce que le Ministère de l'Économie Numérique construit aujourd'hui, c'est l'architecture de gouvernance qui permet à l'État de rejoindre son propre peuple là où il est déjà — et de transformer ces usages spontanés en levier de développement national structuré.

L'enjeu est simple : rendre visible ce qui est invisible. Pas pour taxer davantage — mais pour gouverner mieux, au bénéfice de tous.

SECTION II — CE QUE LE MINISTERE CONSTRUIT CONCRETEMENT

Une architecture nationale, invisible mais décisive

La transformation numérique engagée sous la vision du Président n'est pas une réforme de plus. C'est la construction patiente d'une infrastructure qui changera la façon dont l'État congolais fonctionne — pour décider, pour répartir les ressources, pour servir ses citoyens.

TROIS CHANTIERS PRIORITAIRES

Premier chantier — Intégrer les systèmes de l'État. Aujourd'hui, les grandes institutions de l'État opèrent de manière isolée, sans échange de données. Le Ministère de l'Économie Numérique travaille à construire les ponts numériques qui permettront, pour la première fois, une vision consolidée de l'économie congolaise. Quand la DGI, la DGDA, la DGRAD et la Banque Centrale parlent le même langage numérique, l'État devient capable de gouverner avec des faits plutôt qu'avec des estimations.

L'impact est direct et immédiat : **des recettes supplémentaires sans créer un seul nouvel impôt.** On ne taxe pas davantage — on voit mieux. Et voir mieux, c'est déjà récupérer ce qui était perdu dans l'opacité.

Deuxième chantier — Sécuriser l'espace numérique. Un espace financier non encadré est aussi un espace de vulnérabilité : fraudes, plateformes illégales, circuits qui contournent les règles. Le Ministère déploie, en coordination avec les autorités compétentes, les instruments d'une supervision moderne — pour protéger le Congolais ordinaire qui fait confiance à ces outils pour gérer son quotidien.

Troisième chantier — Bâtir la souveraineté numérique. La donnée est la ressource stratégique du XXI^e siècle. Pour une nation dont les richesses ont trop souvent profité à d'autres, laisser ses données publiques hébergées et contrôlées à l'étranger serait répéter une erreur historique sous une forme nouvelle. Ce chantier passe par des infrastructures nationales : centres de données, cloud souverain, cybersécurité.

ARCHITECTURE NATIONALE · INTEROPERABILITE · COORDINATION INSTITUTIONNELLE

Une nouvelle approche prend forme : la **mise en cohérence des plateformes existantes** au sein d'un cadre commun. L'objectif est de faire émerger une capacité nationale de lecture consolidée des flux numériques — permettant de mieux comprendre, sécuriser et valoriser l'activité économique dans sa globalité.

Cette architecture s'appuie sur une **coordination institutionnelle assurant l'alignement entre les autorités monétaires, fiscales et numériques.** Aucun acteur n'est exclu. Chacun y trouve

sa place et son rôle. Ce n'est pas un projet parmi d'autres — c'est l'infrastructure sur laquelle tout le reste repose.

UN CADRE OUVERT · MOBILISATION PROGRESSIVE DES INSTITUTIONS

Cette dynamique repose sur une **mobilisation progressive des institutions clés**, appelées à jouer un rôle déterminant dans la structuration et la sécurisation des flux économiques nationaux. Chaque institution — monétaire, fiscale, de sécurité économique — y trouve un espace d'action défini, cohérent avec ses attributions propres et renforcé par le cadre commun.

ESPACE POLITIQUE · CHAQUE ACTEUR Y TROUVE SA PLACE

Ce cadre n'est pas un système fermé imposé du haut. C'est une **architecture ouverte, construite pour accueillir** les contributions de chaque institution compétente — dans un alignement stratégique que le Ministère de l'Économie Numérique a pour mission de coordonner.

Le Ministère assure la **cohérence, l'alignement stratégique et la continuité opérationnelle** des initiatives engagées. Sans cette coordination centrale, les initiatives restent fragmentées et leurs effets dilués. Avec elle, un système cohérent émerge — et chaque acteur y gagne en efficacité et en légitimité.

LE COUT DU STATU QUO — CE QUE L'INACTION DECIDE A NOTRE PLACE

À défaut de structuration, les flux numériques continueront d'échapper aux mécanismes de souveraineté économique — limitant durablement la capacité de l'État à maîtriser ses propres dynamiques financières. Chaque année, l'absence de cadre commun entraîne une perte significative de valeur économique que ni les régies fiscales, ni aucune institution isolée ne peut capturer seule. Ce n'est pas un risque futur. C'est une réalité présente. Elle se chiffre en recettes que l'État ne perçoit pas et en services que les Congolais ne reçoivent pas.

Cette transformation s'opère de manière **progressive, par étapes successives**, permettant l'alignement des acteurs, la montée en capacité des infrastructures et la sécurisation des équilibres économiques existants. Aucun acteur n'est brusqué. Chaque évolution est préparée, concertée, déployée dans le respect des institutions en place. C'est précisément cette progressivité maîtrisée qui distingue une réforme durable d'une annonce sans lendemain.

SECTION III — LE SENS POLITIQUE DE CETTE TRANSFORMATION

Le courage de choisir la clarté quand l'opacité arrangeait.

Comprendre ce que le Président a décidé, c'est d'abord comprendre ce qu'il aurait pu ne pas décider. Car choisir la transparence économique n'est pas un acte anodin. C'est un choix politique d'une rare audace — dont il faut mesurer la portée.

L'ABNEGATION PRESIDENTIELLE — CE QUE CE CHOIX A COUTE

Son Excellence le Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo aurait pu, comme d'autres avant lui, gouverner à l'aveugle et laisser l'aveuglement profiter à ceux qu'il arrange. Il aurait pu laisser les flux numériques croître dans l'obscurité réglementaire, les données migrer sans

contrôle vers l'étranger, les plateformes étrangères prospérer sur le marché congolais sans jamais contribuer au Trésor national.

Il n'a pas choisi cette voie. Il a choisi de voir. De faire voir. Et de rendre visible ce qui arrange les intérêts de la nation — **quitte à déranger ceux qui prospéraient dans l'ombre**. Car la transparence blesse toujours des intérêts installés. Et pourtant, le Président a choisi de la porter. *La transparence blesse toujours des intérêts installés. Le Président a choisi de la porter quand même. C'est cela, l'abnégation au sens le plus concret du terme — pas un sacrifice symbolique, mais un choix politique délibéré.*

La coordination de ce chantier est assurée par Son Excellence Madame la Première Ministre Judith Suminwa Tuluka, garantissant que l'ensemble du Gouvernement marche dans la même direction — avec la cohérence qu'exige un projet de cette envergure. Et c'est le Ministre Augustin Kibassa Maliba qui, au quotidien, traduit cette vision en architecture concrète : textes réglementaires, partenariats stratégiques, infrastructures, formation des équipes.

LES OBSTACLES REELS — CE QUE LE SILENCE NE DIT PAS

Un document sérieux ne peut pas faire l'économie de cette réalité : **toute transformation profonde rencontre des résistances profondes**. La transition vers la gouvernance numérique de l'État congolais ne se fait pas dans un paysage vierge. Elle se fait dans un environnement où des habitudes sont ancrées, où des intérêts sont constitués, où des acteurs ont prospéré précisément grâce à l'absence de visibilité que le nouveau cadre vient corriger.

RESISTANCE I L'inertie institutionnelle

Des administrations habituées aux schémas anciens où le document papier prime sur la donnée, et où la modernisation est perçue comme une charge supplémentaire plutôt qu'une opportunité.

RESISTANCE II Les intérêts constitués

Des opérateurs — nationaux ou étrangers — qui ont structuré leurs modèles dans les angles morts de la régulation actuelle et voient dans la clarté numérique la fin d'avantages soigneusement construits.

RESISTANCE III La fragmentation héritée

Des systèmes informatiques incompatibles, des institutions qui ne partagent pas leurs données, une culture de la coordination interministérielle qui reste à construire concrètement.

RESISTANCE IV Le scepticisme du vécu

Une opinion publique qui a vu trop d'annonces sans lendemain pour croire spontanément que cette fois, le changement est réel et durable. Le résultat concret, pas l'annonce, convaincra.

Face à ces résistances, la réponse du Ministère est méthodique et patiente : **faire converger progressivement toutes les initiatives** vers un écosystème cohérent. Non par décret autoritaire, mais par la force de l'évidence — parce qu'un système interopérable produit des résultats meilleurs pour chaque acteur qui s'y inscrit.

SECTION IV — CE QUE CELA CHANGE POUR CHAQUE CONGOLAIS

La transformation numérique de l'État, c'est la vie quotidienne qui s'améliore.

Pour la mère de famille de Kikwit, un État numérisé signifie l'accès aux services publics depuis son téléphone, sans se déplacer à des dizaines de kilomètres. L'acte de naissance de son enfant, le renouvellement d'un document administratif, le suivi d'un dossier — depuis son quartier, en quelques minutes.

Pour le commerçant de Butembo, un environnement de paiement électronique mieux encadré signifie moins de risques liés au cash, plus de sécurité dans ses transactions, et un accès facilité au crédit parce que son activité devient lisible pour les institutions financières.

Pour le jeune développeur de Lubumbashi, un écosystème numérique structuré signifie des règles claires, une propriété intellectuelle protégée, un accès aux marchés publics et aux programmes de financement — sans devoir quitter son pays pour trouver des opportunités à sa hauteur.

Pour le fonctionnaire de Kisangani, une administration numérisée signifie moins de paperasse, moins d'intermédiaires inutiles, moins d'opportunités pour la corruption — et davantage de temps pour le travail réel au service des citoyens.

Pour l'État lui-même, une meilleure visibilité sur les flux économiques signifie des recettes supplémentaires — non pas par la création de nouveaux impôts, mais par la simple captation de ce qui lui revient déjà de droit. Ces recettes supplémentaires vont directement dans les routes, les hôpitaux, les écoles et les infrastructures que les Congolais attendent.

Pour les investisseurs étrangers, un cadre numérique structuré signifie de la prévisibilité réglementaire, de la traçabilité financière et une réduction du risque opérationnel — les trois conditions qui transforment un marché perçu comme risqué en destination d'investissement crédible.

Pour la RDC dans son ensemble, cette trajectoire la positionne comme le carrefour numérique d'Afrique centrale à l'horizon 2035 — non pas parce que c'est une ambition déclarée, mais parce que les fondations qui rendent cette position possible sont en train d'être posées, méthodiquement, aujourd'hui.

Cette trajectoire est engagée. Elle est progressive, coordonnée, et construite pour durer. Elle ne demande pas à être approuvée — elle demande à être rejointe. Les institutions qui s'y inscriront tôt y trouveront un rôle structurant. Dans tous les cas, le cadre sera là.

LA VISION	LA COORDINATION	L'ARCHITECTE
<p>S.E. Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo</p> <p><i>Le Président qui a posé le diagnostic avec clarté et engagé la réforme avec détermination — choisissant la transparence économique là où l'opacité aurait été plus commode.</i></p>	<p>S.E. Judith Suminwa Tuluka, Première Ministre</p> <p><i>La colonne vertébrale d'un projet gouvernemental collectif — assurant que chaque ministère et chaque institution marche dans la même direction, avec la même cohérence.</i></p>	<p>Augustin Kibassa Maliba, Ministre</p> <p><i>Celui qui traduit la vision présidentielle en architecture concrète — textes réglementaires, infrastructures numériques, partenariats stratégiques — avec la méthode du bâtisseur.</i></p>